



La Honte de la chasse aux migrants

Tract Téléperformance du NPA Bordeaux - n°9 - Juin 2015

60 millions de réfugiés à travers le monde, c'est l'estimation que vient d'établir le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Des exilés poussés à fuir leur pays à cause des guerres semées par les grandes puissances pour contrôler la planète, des persécutions et des dictatures. Rappelons que l'immense majorité sont accueillis par les pays pauvres limitrophes, alors qu'autour de 100 000 sont arrivés en Europe depuis le début de l'année. À Paris, comme à Calais, Vintimille ou ailleurs, des centaines de migrants, demandeurs d'asile ou en transit se retrouvent à la rue ou dans des camps de fortune, après avoir risqué leur vie en traversant le désert et la Méditerranée, quand ils ne sont pas matraqués et dispersés par la police comme cela a été le cas à Paris ces derniers jours.

Ils sont des milliers chaque mois, expulsés de leurs terres, fuyant les guerres et massacres entretenus par les marchands d'armes, à se retrouver en butte à la répression, bloqués et chassés aux frontières ou renvoyés dans leur pays d'origine.

Mais les frontières n'existent pas pour tout le monde. La France accueille des dictateurs, comme dernièrement Ali Bongo, président du Gabon, invité au salon du Bourget. Pas de souci non plus pour ces autres dictateurs d'Afrique ou des différents émirats pétroliers qui s'offrent (on pourrait même dire squattent) une bonne partie des hôtels particuliers des Champs-Élysées et alentours. Quant aux oligarques russes, bienvenue sur la côte d'Azur !

Pas de frontières, pas de barbelés pour ces assassins au pouvoir, ces pilleurs de leurs peuples.

Un plan d'aide en trompe l'œil

Face à la guerre en Syrie, et à l'afflux de réfugiés en Europe, sur 130 000 personnes jugées prioritaires par le HCR, la France s'est engagée à en accueillir seulement 1000, quand l'Allemagne en accueillait 20 000.

En réalité, nos gouvernants reprennent la propagande du Front national, préférant alimenter la peur de l'étranger et fabriquer des travailleurs sans-pa-

piers que des patrons sans scrupules surexploitent.

Tandis que les migrants fuient d'abris en abris, ou sont bloqués à la frontière, à Vintimille, et se font poursuivre, matraquer et harceler sous nos yeux par la police, française et italienne, la démagogie va bon train, comme Sarkozy évoquant une « fuite d'eau » en parlant des réfugiés, ou encore Valérie Pécresse qui veut un « blocus maritime le long des côtes libyennes », ou encore, en Hongrie, le président Victor Orban qui annonce la construction d'un mur de 150 kilomètres pour barrer la route aux migrants.

Le ministre Cazeneuve, lui, a annoncé un « plan d'urgence » avec la création de 11 000 places d'hébergement d'urgence, dont 4 200 étaient déjà prévues, et seulement 2 000 d'ici la fin de l'année. Bien peu face aux besoins, alors que les centres d'accueil sont débordés. Mais derrière ce semblant d'aide humanitaire, le plan met surtout la priorité sur le renforcement des expulsions, avec un tri entre prétendus « bons » et « mauvais » réfugiés. Le gouvernement veut surtout remplir encore plus les centres de rétention, dernière étape avant l'expulsion.

Alors que l'État français n'octroie l'asile qu'à 17 % des demandeurs (la moyenne européenne étant pourtant à 45 %), avec ce nouveau plan d'urgence ce n'est pas près de changer.

Lutter pour la liberté

Les expulsés de La Chapelle ont manifesté malgré la répression policière, occupé une caserne de pompiers désaffectée, soutenus par des centaines de riverains. Une mobilisation de solidarité s'est exprimée. Le 21 juin des milliers de personnes étaient mobilisées à Berlin, Paris, Calais, Menton et Rome pour soutenir les migrants face à la politique menée par l'Europe.

Oui : l'heure est à la solidarité internationale des exploités face aux tenants du système.



TP Tarente (Italie) : le chantage patronal continue mais les salariés veulent se battre !

Nous en parlions dans le tract distribué fin mai : la direction de Téléperformance Italie organise un terrible chantage contre les salariés. Sous prétexte de difficulté, elle annonce qu'elle va devoir fermer le site de Tarente (2000 emplois)...à moins que les syndicats n'acceptent que les contrats de travail passent à 20h (au lieu de 33), avec **heures supplémentaires obligatoires** si le «travail n'est pas terminé»...

TP fait des bénéfices faramineux et c'est du baratin que de faire croire que du jour au lendemain 2000 emplois deviennent inutiles ! Ce que veut vraiment la direction c'est **faire plier les salariés pour qu'ils acceptent des contrats flexibles au bon vouloir des patrons**. Mais les téléopérateurs sont bien décidés à se battre : depuis Vendredi 19 jusqu'à Vendredi prochain une grève va avoir lieu pour faire plier la direction et dire non au baratin et au chantage des patrons.

SFR : « Parlons-mieux, parlons pognon. »

Les médias n'arrêtent pas d'en parler : Numéricable veut racheter Bouygues pour plus de 10 milliards d'euros. Mais rappelons-nous : peu avant **Nu-
méricable a tout simplement racheté SFR pour 17 milliards d'euros !** Ces deux achats vont porter à plus de 600 millions d'intérêts remboursés par Numéricable à ses créanciers.

De l'argent qui coule à flot dans les télécoms ? Pas pour salariés ! Les téléopérateurs des centres d'appels de SFR en France et au Maroc ont eu la mauvaise surprise d'apprendre que des milliers de postes risquaient d'être délocalisés pour «réduire le coût de la masse salariale».

Face à ces méthodes une grève commune des téléopérateurs français et marocains a eu lieu le 11 juin.

Une initiative qui montre la voie à prendre : face à ces multinationales il faut lutter à l'échelle internationale !

Leclerc Ste Eulalie : ras-le-bol des inégalités !

16% d'augmentations pour la direction...et 0.9% pour les salariés (9€) : c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les travailleurs du Leclerc Sainte-Eulalie ont arrêté le travail pendant 4h vendredi dernier et ils ne comptent pas s'arrêter là. Ils réclament

des augmentations de salaires de 2,5% et surtout le respect et la justice sociale.

Car c'est au quotidien que la direction comprime les salariés : **heures supplémentaires non payées, sous-effectif...et maintenant arrogance**. Alors que «l'entreprise ne peut pas augmenter tous les salaires» les cadres s'augmentent grassement eux-même et se payent de bons restos... aux frais de la société.

Les travailleurs de Leclerc le voient bien : **de l'argent il y en a dans les poches du patronat**.

Le PS au service des patrons !

Depuis l'arrivée du PS au pouvoir le patronat se frotte les mains : il n'a rien à craindre d'une telle «gauche», au contraire, c'est même mieux que sous Sarkozy. Après la loi Macron, qui démontait le code du travail, le gouvernement prépare une nouvelle loi anti-sociale.

Cette loi « Rebsamen » prévoit notamment d'autoriser le cumul de trois CDD à un même poste. Avant on ne pouvait faire que deux fois un CDD sur un même poste pour «inciter les patrons à embaucher en CDI».

Dans les centres d'appels déjà beaucoup de contrats sont en CDD : une manière pour les patrons de ne pas payer de prime d'ancienneté et d'avoir une main-d'oeuvre flexible. Maintenant ce système sera encore facilité...et tant pis si ça baisse encore le nombre de CDI, ça fait plaisir aux patrons !

Nous sommes tous des travailleurs grecs

Les médias et les dirigeants français et allemands matraquent que les grecs seraient irresponsables de demander la fin de l'austérité et l'annulation de la dette.

L'union européenne demande concrètement 1,6 milliards d'euros à la Grèce alors que sa banque centrale prête plus de 60 milliards aux banques chaque mois. Alors on veut nous faire croire que la faillite européenne se jouerait sur ces 1,6 milliard grecs ?

Le problème n'est pas économique, il est politique. Le peuple grec, qui a affirmé aux dernières élections son rejet de l'austérité, doit être sacrifié en exemple pour faciliter aux dirigeants européens l'application de l'austérité dans leur propre pays. En s'attaquant comme ils le font aux travailleurs grecs, c'est nous qu'ils cherchent à atteindre.

C'est quoi ce tract ? Ce bulletin est le vôtre !

Une info à partager, un coup de gueule, envie de s'exprimer sur les conditions de travail ou sur la société en générale ? N'hésitez pas à nous écrire !

Le NPA diffuse régulièrement des bulletins devant plusieurs grandes entreprises de Gironde. Nous y expliquons ce que nous pensons sur l'actualité politique mais ils servent aussi de liens entre les salarié-e-s. **Pour nous écrire : contact@npa33.org**